

De la mémoire à la haine : les discours entourant la Journée nationale de commémoration et d'action contre l'islamophobie

Amal Ben Ismaïl et Geneviève Bernard Barbeau

Université du Québec à Trois-Rivières

Le 29 janvier 2017, un homme armé fait irruption au Centre culturel islamique de Québec et ouvre le feu sur les personnes réunies pour prier, en tuant six et en blessant dix-neuf. Qualifiée d'acte terroriste par une grande partie de la population et de la classe politique, cette tuerie a suscité de vives discussions sur l'islamophobie, le racisme et la montée de l'extrême-droite. Le discours public a toutefois aussi mis en évidence la réticence de certaines personnes à y voir un attentat islamophobe, plusieurs mettant plutôt l'accent sur le caractère individuel du geste et sur l'état psychologique du tueur (Potvin et Beauregard, 2019).

Comme nombre d'événements violents, cet attentat fait l'objet de commémorations chaque année. Aux hommages aux victimes s'ajoutent rapidement des appels à l'action. Ainsi, lors du premier anniversaire de l'attentat, en 2018, la communauté musulmane de Québec a demandé que le 29 janvier soit décrété Journée nationale de commémoration et d'action contre l'islamophobie, ce à quoi a acquiescé le gouvernement fédéral en 2021. Si cette requête a été accueillie favorablement par plusieurs, d'autres l'ont vivement condamnée, donnant lieu à un foisonnement de discours violents à l'endroit de la communauté musulmane.

Partant d'un corpus de discours citoyens publiés entre 2018 et 2021 sur la page Facebook de quatre quotidiens québécois (*Le Devoir*, *La Presse*, *Le Journal de Montréal* et *Le Soleil*) à la suite d'articles portant sur le projet de Journée nationale de commémoration et d'action contre l'islamophobie, nous étudierons comment les revendications de la communauté musulmane font l'objet de détournement de la part d'internautes qui s'en servent pour justifier des propos méprisants (Bernard Barbeau et Moïse, 2020) et haineux (Lorenzi Bailly et Moïse, 2021). Notre objectif est de mettre en lumière les procédés linguistiques et sociodiscursifs par lesquels, sous prétexte d'un « sentiment de menace » qui se manifeste par le rappel d'actes terroristes antérieurs, les auteurs et autrices du corpus font circuler des représentations stigmatisantes qui contribuent à la construction de catégorisations excluantes (Määttä *et al.* 2021) reposant sur le rejet de l'altérité (Fracchiolla et Sini 2021).

Références

Bernard Barbeau, Geneviève et Claudine Moïse (2020), « Le mépris en discours », *Lidil*, n° 61, p. 1-11.

Fracchiolla, Béatrice et Lorella Sini (2021), « La haine, c'est les autres », *La haine en discours*, Lormont, Bord de l'eau, p. 45-71.

Lorenzi Bailly, Nolwenn et Claudine Moïse (dir.) (2021), *La haine en discours*, Lormont, Bord de l'eau.

Määttä, Simo, Karita Suomalainen et Ulla Tuomarla (2021), « Everyday discourse as a space of citizenship: the linguistic construction of in-groups and out-groups in online discussion boards », *Citizenship Studies*, <https://doi.org/10.1080/13621025.2021.1968715>.

Potvin, Maryse et Mélanie Beauregard (2019), « L'attentat à la mosquée de Québec dans la presse écrite québécoise entre le 30 janvier et le 1^{er} mars 2017 », *Religiologiques*, n° 39, p. 51-89.